**Article 7 – Certificat médical**

En application de l’article L.231-2 du Code du sport, l’obtention d’une licence d’une fédération sportive est subordonnée à la présentation d’un certificat médical datant de moins d’un an et permettant d’établir l’absence de contre-indication à la pratique du sport ou, le cas échéant, de la discipline concernée.

Lorsque la licence sollicitée permet la participation aux compétitions organisées par une fédération sportive, le certificat médical atteste l’absence de contre-indication à la pratique du sport ou de la discipline concernés en compétition.

Les modalités de renouvellement de la licence, et notamment la fréquence à laquelle un nouveau certificat est exigé, sont fixées par décret (3 années

par décret n° 2016-1157 du 24 août 2016).

Le judo-jujitsu ne fait pas partie des disciplines sportives à contraintes particulières au sens de l’article L. 231-2-3 et D. 231-1-5. La présentation

du certificat médical d’absence de contre-indication datant de moins d’un an est exigée tous les 3 ans lorsque le sportif ne pratique pas la compétition.

**Article 8 : Précisions pour la compétition**

L’attestation de non contre-indication peut être portée sur le passeport sportif du pratiquant, avec date d’établissement, signature et cachet du médecin.

Sont considérées comme compétition, toutes épreuves sportives conclues par un classement et/ou la délivrance d’un titre, dont la liste est définie dans le code sportif. Cette liste est proposée par la DTN et la commission médicale et approuvée par le conseil d’administration fédéral.

Tout surclassement d’une catégorie d’âge selon le code sportif et les règlements de compétition de la FFJDA est subordonné à l’établissement d’un certificat de non contre-indication à ce surclassement datant de moins

de 120 jours.

**Article 10 : examen médical d'obtention du certificat**

L’obtention des certificats médicaux mentionnés à l’article 8 est la conclusion d’un examen médical qui peut être réalisé par tout médecin titulaire du doctorat d’État La commission médicale de la FFJDA rappelle que l’examen médical permettant de délivrer ce certificat engage la responsabilité du médecin signataire.

Il juge de la nécessité d’éventuels examens complémentaires. Cet examen médical ne doit jamais être pratiqué à l’improviste, sur le terrain ou dans les vestiaires avant les compétitions.

L’examen clinique tient compte de l’âge et du niveau sportif du compétiteur.

Le médecin recueille les antécédents et les pathologies antérieures, liées ou non à la pratique de la discipline, consulte le carnet de santé fourni par le sportif et constitue un dossier médical.

Le médecin attache une attention toute particulière à l’examen de l’appareil locomoteur, de l’appareil cardio-vasculaire et respiratoire et du revêtement cutané.

Un relevé anthropométrique est nécessaire comprenant la taille, le poids et si possible la masse grasse corporelle. La dentition est examinée. Un entretien diététique est souvent utile. Le médecin conseille le choix de la catégorie de poids.

Les vaccinations doivent être à jour, répondre aux obligations et aux recommandations.

A) La commission médicale insiste sur le fait que les contre-indications à

la pratique de la discipline dépendent de la nature de l’affection, de son retentissement fonctionnel, du stade évolutif, de l’âge et du niveau sportif.

Les contre-indications peuvent être permanentes ou temporaires, absolues ou relatives.

Le médecin prescrit les examens complémentaires qu’il juge utiles en fonction de son examen clinique et de l’interrogatoire.

B) Concernant le certificat de non contre-indication au surclassement pour la catégorie cadet et cadette, les médecins recherchent, entre autres, des problèmes induits par un éventuel surentraînement et des pathologies de croissance chez ces adolescents sportifs.

Les réactions cardio-vasculaires à l’effort sont étudiées et l’examen de l’appareil locomoteur, notamment du rachis est particulièrement attentif.

C) La commission médicale recommande un examen cardio-vasculaire préalable **approfondi pour tout judoka, de plus de 35 ans pour les hommes et 45 ans pour les femmes, reprenant une activité intense** ou participant à des compétitions ou si le judoka présente un ou plusieurs symptômes et/ ou facteurs de risques cardio-vasculaires. La répétition de ce bilan cardiovasculaire sera discutée au cas par cas selon l’avis médical en tenant compte de l’âge, des facteurs de risques cardio-vasculaires, du résultat du précédent bilan cardio-vasculaire et des éventuels symptômes du pratiquant.

D) À l’occasion de la consultation pour l’obtention du certificat de non contre-indication à la compétition, le sportif diabétique porteur d’un cathéter souple sous-cutané sur l’abdomen selon l’article 13 du règlement médical doit bénéficier d’informations relatives à la protection du dispositif et à la bonne gestion de l’insulinothérapie en cas de dysfonctionnement.

Les insulines sont inscrites sur la liste des substances interdites en et hors compétition dans le cadre de la lutte contre le dopage. Les judoka diabétiques ont à requérir une Autorisation d’Usage à des fins thérapeutiques.

**Article 11 : contre-indication et reprise de l'activité**

Tout médecin a la possibilité d’établir un certificat de contre-indication temporaire à la pratique de la discipline en compétition à tout pratiquant examiné, lui paraissant en mauvaise condition physique ou après un traumatisme. Ce certificat sera remis au sportif.

La commission médicale peut statuer pour un sportif, sur une contre-indication médicale à la pratique d’une discipline fédérale. Cette contre-indication sera motivée et indiquée personnellement au sportif.

Tout licencié qui a fait l’objet d’une contre-indication médicale temporaire à la pratique de la discipline doit fournir un certificat médical préalable à la **reprise de l’activité**.